
**Note du président : Proposition de
financement supplémentaire en faveur
de la République du Soudan du Sud
Projet de développement agricole durable**

Référence du projet : 2000004864

Document : EB 2026/LOT/P.11 Date : 17

septembre 2026 Diffusion : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Décision : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 47.

Questions techniques :

Caroline Mwongera

Directrice nationale
Division Afrique de l'Est et du Sud e-
mail : c.mwongera@ifad.org

Putso Nyathi

Spécialiste technique régional senior – Marchés et chaînes de valeur Division
Production, marchés et infrastructures
e-mail : p.nyathi@ifad.org

Pour plus d'informations sur le projet, veuillez consulter le site
<https://www.ifad.org/en/w/projects/2000004864>

Fonds international de développement agricole – www.ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description initiale du projet	1
II. Justification du financement supplémentaire	1
A. Justification	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coûts, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	7
A. Risques et mesures d'atténuation	7
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classification des risques climatiques	9
IV. Mise en œuvre	9
A. Conformité aux politiques du FIDA	9
B. Cadre organisationnel	9
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	10
D. Modifications proposées à l'accord de financement	10
V. Instruments juridiques et pouvoirs	10
VI. Recommandation	10

Annexes

- I. Cadre logique actualisé intégrant le financement supplémentaire
- II. Résumé actualisé de l'analyse économique et financière

Équipe chargée de la mise en œuvre du projet

Directrice régionale :	Sara Mbago-Bhunu
Directrice nationale :	Caroline Mwongera
Responsable technique :	Putso Nyathi
Responsable des finances :	Sengul James
Spécialiste du climat et de l'environnement :	Zira Mavunganidze
Chargé des affaires juridiques :	Peter Kamero

Résumé de l' de financement

Institution à l'origine de l'initiative :	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire :	République du Soudan du Sud
Organisme d'exécution :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire
Coût total du projet :	41,8 millions de dollars des États-Unis
Montant initial de la subvention accordée au titre du Cadre de viabilité de la dette du FIDA :	9,8 millions de dollars américains
Montant de la subvention supplémentaire accordée par le FIDA au titre du Cadre de viabilité de la dette :	10,8 millions de dollars américains
Cofinanciers :	Fonds pour l'environnement mondial/Fonds pour les pays les moins avancés (FEM/FPMA) ; Banque africaine de développement (BAD)
Montant du cofinancement :	FEM/F-PMA : 8,93 millions de dollars américains BAD : 9,5 millions de dollars américains (financement parallèle)
Conditions du cofinancement :	FEM : subvention BAD : cofinancement parallèle dans le cadre du projet de transformation des systèmes agroalimentaires résilients au changement climatique
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire :	1,17 million de dollars américains
Contribution des participants :	1,6 million de dollars américains
Montant initial du financement climatique du FIDA : ¹	6,2 millions de dollars américains
Montant du financement supplémentaire du FIDA pour le climat :²	6,3 millions de dollars américains (dont 0,8 million de dollars américains au titre d'un complément de financement pour le climat)
Institution partenaire :	FIDA

¹ Comprend la résilience climatique.

² Comprend la résilience climatique.

I. Contexte et description de l' du projet

A. Contexte

1. Le projet de développement agricole durable (SADEP) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en septembre 2024 (CA 2024/142/R.7), et l'accord de financement est entré en vigueur le 17 mars 2025, la date d'achèvement du projet étant fixée au 31 mars 2032 et la date de clôture au 30 septembre 2032.
2. Le financement total du SADEP au moment de son approbation était estimé à 40,80 millions de dollars des États-Unis, dont un financement initial du FIDA de 9,8 millions de dollars sous la forme d'une subvention au titre du Cadre de viabilité de la dette provenant du système d'allocation basé sur la performance (PBAS) de la douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA 12), 8,93 millions de dollars US provenant du Fonds pour l'environnement mondial/Fonds pour les pays les moins avancés, et 9,5 millions de dollars US de financement parallèle de la Banque africaine de développement. Le cofinancement national comprend environ 1,17 million de dollars US du gouvernement du Soudan du Sud et une contribution en nature estimée à 1,6 million de dollars US de la part des participants. Le SADEP a été conçu avec un déficit de financement de 9,8 millions de dollars US. Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire est l'organisme chef de file chargé de la mise en œuvre du SADEP.
3. À compter du 1er janvier 2025, le gouvernement s'est vu allouer un montant total de 10,8 millions de dollars américains, à titre de subvention, provenant du PBAS et des contributions supplémentaires de base pour le climat au titre du FIDA13, dont 10 millions de dollars américains correspondent à l'allocation régulière du PBAS et 0,8 million de dollars américains à une contribution complémentaire pour le climat. Il convient de noter que les ressources du FIDA sont destinées à soutenir des investissements conformes au mandat du FIDA et aux priorités du gouvernement bénéficiaire, notamment en ce qui concerne la réalisation des Objectifs de développement durable, le renforcement de la prospérité et de la résilience des communautés rurales, ainsi que le renforcement des systèmes alimentaires. Les compléments climatiques, financés par les contributions supplémentaires de base en faveur du climat, sont destinés à être entièrement utilisés pour le financement climatique afin de soutenir les activités éligibles d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.
4. Le 5 mai 2026, le gouvernement a manifesté son intérêt pour l'utilisation de la totalité de la dotation de 10,8 millions de dollars américains afin de combler le déficit de financement du SADEP et de renforcer la résilience climatique de ce dernier grâce à la construction de kilomètres supplémentaires de routes d'accès communautaires adaptées au changement climatique.

B. Description initiale de l' ation du projet

5. Le SADEP a pour but de contribuer à une paix durable et à la réduction de la pauvreté ; son objectif de développement est de renforcer la résilience³ et la sécurité alimentaire des communautés cibles.
6. Les interventions du SADEP se concentrent sur la pêche et les systèmes de production à base de sorgho à travers les composantes suivantes : (i) amélioration de la production adaptée au climat, de la productivité et de la disponibilité d'aliments nutritifs ; (ii) renforcement des infrastructures communautaires et des capacités de gestion post-récolte ; (iii) renforcement institutionnel, soutien aux politiques et coordination du projet ; et (iv) réponse aux situations d'urgence et aux catastrophes.
7. Les résultats attendus du SADEP sont les suivants : (i) augmentation de la production, de la productivité et de la disponibilité d'aliments nutritifs ; (ii) amélioration des infrastructures communautaires et des capacités de gestion post-récolte pour les systèmes basés sur le sorgho et la pêche ; et (iii) renforcement des capacités institutionnelles et de la coordination du secteur rural.

II. Justification d'un financement supplémentaire de l'

A. Justification

8. Le SADEP a été conçu autour d'un ensemble complet d'activités dont la mise en œuvre efficace contribuerait à la réalisation de son but et de son objectif de développement. Cependant, les fonds disponibles n'étaient pas suffisants pour couvrir l'ensemble des ressources financières nécessaires.

³ Y compris la résilience climatique.

En conséquence, le SADEP a été conçu avec un déficit de financement. Au moment de sa conception, il était prévu que ce déficit de 9,8 millions de dollars américains puisse être comblé par les cycles ultérieurs du PBAS, selon des modalités de financement à déterminer et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration, ou par le biais de cofinancements identifiés au cours de la mise en œuvre.

9. Ce financement supplémentaire de 10,8 millions de dollars américains servira à combler intégralement le déficit de financement de 9,8 millions de dollars américains, le million de dollars restants étant affectés au renforcement de la résilience climatique de certaines routes d'accès communautaires, conformément à la conception initiale du SADEP. La transformation agricole du Soudan du Sud est fortement freinée par l'insuffisance des liaisons routières rurales. La médiocrité des infrastructures routières reste l'un des principaux obstacles limitant l'accès aux intrants agricoles, aux services de vulgarisation, aux centres de regroupement, aux installations de transformation et aux marchés. Pendant la saison des pluies, de nombreuses zones productives deviennent partiellement ou totalement inaccessibles en raison des inondations, de l'érosion, des structures de drainage endommagées et de l'engorgement prolongé des sols, ce qui entraîne des coûts de transport élevés, des pertes post-récolte et une participation réduite des producteurs ruraux aux marchés.
10. Les activités soutenues par ce financement supplémentaire contribueront à la réalisation des objectifs du SADEP et s'inscrivent parfaitement dans la conception du projet. Toutes ces activités ont été examinées dans le cadre du processus d'évaluation et d'approbation du SADEP, et leur viabilité financière et économique respective a été établie.
11. Il convient toutefois de noter que le lancement de la mise en œuvre du projet SADEP a été retardé par un processus de recrutement prolongé de l'organisme d'exécution tiers (TPIA). Cet organisme a désormais été sélectionné, et la mise en œuvre du projet a débuté le 20 juillet 2026. Le projet a rempli ses conditions de décaissement en mai 2026, et un montant de 344 449 dollars des États-Unis (soit 3,5 % du financement du FIDA) a déjà été décaissé. En outre, le personnel clé de l'organisme d'exécution a été recruté conformément à une exigence obligatoire du processus de sélection par appel d'offres, ce qui a permis de garantir que tout était prêt pour la mise en œuvre et de démarrer rapidement les activités.

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration

12. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le projet a été validé comme :
 - ☒ Intégrant le financement climatique
 - ☒ sensible à la nutrition
 - ☒ sensible aux besoins des jeunes
 - ☒ Renforçant les capacités d'adaptation
13. Lors de sa conception, le SADEP a été validé comme défendant les quatre thèmes d'intégration susmentionnés. Ces mêmes priorités d'intégration seront maintenues pour le financement supplémentaire.
14. **Environnement et climat.** Le Soudan du Sud est confronté à d'importants défis environnementaux et climatiques, car les moyens de subsistance de la population dépendent fortement de secteurs sensibles au climat. Selon l'Initiative mondiale d'adaptation de Notre Dame (ND-GAIN), environ 95 % de la population dépend de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, ce qui rend les communautés particulièrement vulnérables aux chocs liés au climat, tels que les sécheresses et les inondations. Les récentes catastrophes climatiques ont contribué à aggraver l'insécurité alimentaire et à accroître la pression sur les ressources naturelles.⁴
15. Le rythme de la déforestation et de la dégradation de l'environnement n'a cessé de s'accroître au fil du temps. Les projections des modèles de circulation générale indiquent que les températures pourraient augmenter de 0,6 à 1,7 °C d'ici 2030 et de 1,1 à 3,1 °C d'ici 2060 par rapport à la période de référence 1961-1990. En outre, les projections concernant les précipitations futures pour les années 2010-2039 devraient connaître des baisses de plus de 150 mm. On prévoit une augmentation de la fréquence des sécheresses et des inondations. La classification des risques environnementaux et sociaux du SADEP est jugée « substantielle ». Le cadre de gestion environnementale et sociale comporte

⁴ ND-GAIN. 2025. [Note d'information sur l'adaptation du ND-GAIN : Soudan du Sud](#).

a été élaboré pour guider la mise en œuvre et prévenir les effets négatifs sur l'environnement et les systèmes sociaux.

16. **Nutrition.** Malgré les nombreux efforts de prévention déployés par divers acteurs au cours de la dernière décennie, l'insécurité alimentaire aiguë s'est aggravée, et les femmes et les enfants, en particulier, continuent de souffrir de niveaux de malnutrition inacceptablement élevés. D'après les dernières projections nationales établies dans le cadre de la Classification intégrée des phases de sécurité alimentaire pour 2026, 7,8 millions de personnes – soit environ 55 % de la population – sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 et au-delà), soit une augmentation de 280 000 par rapport à 2025, avec 2,2 millions d'enfants âgés de 6,59 mois souffrant de malnutrition aiguë, soit une augmentation d'environ 100 000 par rapport à 2025. Le nombre de personnes classées en situation d'urgence (phase 4) et de catastrophe (phase 5) a également augmenté et s'élève désormais respectivement à 2,5 millions et 73 000.⁵ Les taux de malnutrition aiguë dépassent le seuil d'urgence de 15 % fixé par l'Organisation mondiale de la santé, la plupart des comtés faisant état de taux supérieurs à ce seuil. Des données récentes révèlent également un manque de progrès dans la réduction de la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer, qui reste obstinément élevée à 35,6 %. Le taux de malnutrition maternelle est également important, et 35 % des femmes âgées de 15 à 49 ans présentent une insuffisance pondérale.
17. **Jeunesse.** Le Soudan du Sud présente la plus forte proportion de jeunes au monde, avec un âge médian de 19 ans ; 74 % de la population a moins de 24 ans. Les jeunes Soudanais du Sud ont un faible niveau d'éducation, ce qui entrave leur participation à la vie économique, et sont également touchés par la violence généralisée qui sévit dans le pays depuis plusieurs années. En conséquence, le Soudan du Sud, avec un score de 0,3, occupe l'avant-dernière place de l'indice du capital humain, juste derrière le Tchad. Le taux de chômage au Soudan du Sud est estimé à 11 % de la population totale, tandis que le chômage des jeunes est estimé à 50 % et continue d'augmenter, une situation aggravée par le faible niveau d'éducation, les compétences limitées et une économie fragile.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles d'

18. **Zone d'intervention.** La stratégie de ciblage géographique du SADEP se concentre sur les zones caractérisées par un taux de pauvreté élevé, une sécurité relative et un potentiel économique dans les chaînes de valeur du sorgho, de l'arachide, du sésame et de la pêche. Elle prend également en compte les comtés présentant d'importantes vulnérabilités alimentaires et nutritionnelles et vise à tirer parti des partenariats avec d'autres acteurs du développement. Les comtés sélectionnés sont Terekeka (Équatoria central), Mundri Ouest (Équatoria occidentale), Mvolo (Équatoria occidentale) et Bor (Jonglei). Cette approche permet de consolider les investissements du FIDA pour un impact accru.
19. **Groupe cible.** Le SADEP vise à atteindre les ménages ruraux agricoles et de pêcheurs par l'intermédiaire d'organisations de producteurs. Les groupes cibles comprennent les ménages les plus pauvres, les plus touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, ainsi que les personnes vulnérables ayant un accès limité aux actifs et aux opportunités économiques en raison de l'exclusion sociale et du changement climatique. Ces personnes participeront à des groupes de producteurs de sorgho et du secteur de la pêche, tels que les associations villageoises d'épargne et de crédit, les coopératives et les organisations coopératives d'épargne et de crédit.

C. Composantes, résultats et activités d'

20. La structure du SADEP restera inchangée en ce qui concerne les composantes et les résultats initiaux, tels que décrits dans la section I.B ci-dessus. Le déficit de financement a été identifié dès la phase de conception. Par conséquent, les activités à financer restent inchangées.
21. Toutefois, il est reconnu que l'allocation de 10,8 millions de dollars US accordée au Soudan du Sud au titre du PBAS du FIDA13 dépasse de 1 million de dollars US le déficit de financement, qui s'élève à 9,8 millions de dollars US. Il est également noté que ce financement supplémentaire comprend une contribution complémentaire de 0,8 million de dollars US destinée à la lutte contre le changement climatique. En conséquence, 1 million de dollars US de ce financement supplémentaire sera utilisé pour renforcer la résilience climatique des routes d'accès communautaires dans le cadre de l'activité 2.1.3. Cet investissement financera plus précisément la réhabilitation de routes stratégiques afin qu'elles répondent aux normes de résilience climatique, notamment grâce à l'amélioration des systèmes de drainage, des ponceaux et de la protection contre l'érosion

⁵ Classification intégrée des phases de sécurité alimentaire. 2026. [Soudan du Sud : mise à jour des projections d'insécurité alimentaire aiguë pour avril – juillet 2026](#).

des mesures de contrôle, des remblais surélevés dans les tronçons exposés aux inondations, des travaux de protection des talus et d'autres mesures d'ingénierie destinées à résister à des inondations de plus en plus fréquentes et à des phénomènes météorologiques extrêmes. Ces interventions garantiront un accès aux marchés et aux services tout au long de l'année, réduiront les perturbations des chaînes de valeur agricoles et protégeront les investissements productifs soutenus dans le cadre du SADEP.

22. L'expérience tirée de la mise en œuvre du Programme de résilience des moyens de subsistance au Soudan du Sud, actuellement en cours, a démontré que les hypothèses initiales relatives au coût unitaire de la réhabilitation des routes, appliquées lors de la conception initiale du financement du SADEP, ne sont plus réalistes au regard des conditions actuelles du marché et des exigences techniques. Sur la base de l'expérience récente en matière de passation de marchés et de mise en œuvre, un coût de réhabilitation révisé d'environ 50 000 dollars américains par kilomètre, contre 45 000 dollars américains par kilomètre auparavant, a été adopté. Le financement supplémentaire servira donc à la fois à soutenir l'application de normes de construction routière réalistes et adaptées au changement climatique, et à étendre modestement le réseau routier global desservi par le projet. Les kilomètres supplémentaires de routes d'accès communautaires à réhabiliter contribueront à élargir la portée du projet ; cela se reflète dans le cadre logique révisé.⁶

D. Coûts, avantages et financement de l'

23. **Coûts du projet.** Le coût total du SADEP, y compris les imprévus liés aux prix et aux travaux, sur une période de mise en œuvre de sept ans, est estimé à 41,8 millions de dollars américains. Les coûts d'investissement ont été estimés à 34,7 millions de dollars américains (89 % des coûts de base), et les coûts récurrents à 4,3 millions de dollars américains (11 % des coûts de base). Les imprévus liés aux prix et aux travaux sont estimés à 2,6 millions de dollars américains (respectivement 1,4 million et 1,2 million).
24. Le financement supplémentaire de 10,8 millions de dollars américains couvrira intégralement le déficit de financement identifié lors de la conception (9,8 millions de dollars américains). Le million de dollars restants sera alloué aux infrastructures rurales prioritaires, en particulier aux routes d'accès communautaires, en portant la longueur totale des routes à réhabiliter de 50 km à 64 km. Cette extension répond à une forte demande et à la nécessité d'améliorer la connectivité dans d'autres zones participantes, tout en restant pleinement conforme à la conception initiale du projet et à ses objectifs de développement.
25. La composante 1 (amélioration de la production adaptée au climat, de la productivité et de la disponibilité d'aliments nutritifs) s'est vu allouer 11,8 millions de dollars américains, soit 28 % du coût total. La composante 2 (renforcement des infrastructures communautaires et des capacités de gestion post-récolte) s'est vu allouer 17,9 millions de dollars américains, soit 43 % du coût total. L'enveloppe allouée à la composante 3 (renforcement institutionnel, appui aux politiques et coordination du projet) s'élève à 12,1 millions de dollars américains, soit 29 % du coût total. Le SADEP a été conçu avec une composante d'intervention d'urgence et de réponse aux catastrophes visant à atténuer les risques, dotée d'une enveloppe potentielle pouvant atteindre 0,980 million de dollars américains, soit 5 % des fonds du FIDA.
26. La sous-composante 1.2 du projet (systèmes de production durables, adaptés au changement climatique et sensibles à la nutrition) est entièrement comptabilisée comme financement climatique. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi des financements destinés à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour le SADEP est estimé à 12,5 millions de dollars américains (61 % du financement du FIDA), comprenant les 6,2 millions de dollars américains initiaux et les 6,3 millions de dollars américains supplémentaires.

⁶ L'hypothèse retenue est que chaque kilomètre réhabilité profitera à 75 ménages, avec une taille moyenne de six personnes par ménage.

Tableau 1

Récapitulatif des financements initiaux et supplémentaires

(en milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement supplémentaire</i>	<i>Déficit de financement</i>	<i>Total</i>
FIDA	9 800	10 800		20 600
FEM/FAC-PMA	8 932			8 932
BAD	9 500			9 500
Contribution des participants	1 600			1 600
Gouvernement du Soudan du Sud	1 168			1 168
Déficit de financement	9 800		(9 800)	-
Total	40 800	10 800	(9 800)	41 800

Tableau 2

Financement supplémentaire : coûts du projet par composante et sous-composante et par bailleur de fonds

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Financement supplémentaire du FIDA</i>			
	<i>financement</i>		<i>Montant</i>	
	<i>total</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Amélioration de la production, de la productivité et de la disponibilité d'aliments nutritifs adaptés au changement climatique			239	2
1.1 Planification et définition des priorités menées par les communautés	239	100		
1.2 Systèmes de production durables, adaptés au changement climatique et tenant compte des besoins nutritionnels	2		2 911	27
911	100			
2. Renforcement des infrastructures communautaires et des capacités de gestion post-récolte				
2.1 Infrastructures rurales résilientes et gérées par les communautés	1 584	100	1 584	15
2.2 Renforcement des capacités et technologies et pratiques post-récolte inclusives	1 463	100	1 463	14
3. Renforcement institutionnel, appui aux politiques et coordination des projets				
3.1 Renforcement institutionnel et appui aux politiques	1 112	100	1 112	10
3.2 Coordination et gestion des projets	3 492	100	3 492	32
Réponse aux situations d'urgence et aux catastrophes (somme forfaitaire à allouer en cas d'urgence)				
Total	10 800	100	10 800	100

Tableau 3

Financement supplémentaire : coûts du projet par catégorie de dépenses et par bailleur de fonds

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Financement supplémentaire du FIDA</i>			
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>Total %</i>
Coûts d'investissement				
Travaux	1 000	100	1 000	9
Services de conseil	3 153	100	3 153	29
Équipements et fournitures	66	100	66	1
Biens, services et intrants	1 642	100	1 642	15
Formations et ateliers	3 355	100	3 355	31
Coûts d'investissement totaux	9 217	100	9 217	85
Coûts récurrents				
Exploitation et entretien	287	100	287	3
Salaires et indemnités	1 297	100	1 297	12
Total des dépenses courantes	1 583	100	1 583	15
Total	10 800	100	10 800	100

Tableau 4

Coûts du projet par composante et par année du projet (AP)

(en milliers de dollars américains)

Composante/sous-composante	2025		2026		2027		2028		2029		2030		2031		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Amélioration de la production, de la productivité et de la disponibilité d'aliments nutritifs adaptés au changement climatique																
1.1 Planification menée par les communautés et hiérarchisation			711	37	723	37	256	13	176	9	-	-	-	-	1 942	5
1.2 Durable, respectueux du climat et tenant compte des besoins nutritionnels systèmes de production	1 097	11	2 111	21	1 995	20	2 052	21	831	8	1 112	11	708	7	9 897	24
2. Renforcement des infrastructures communautaires et des capacités de gestion post-récolte									3 083	23	301	2	-	-	13 179	32
2.2 Renforcement des capacités et technologies et pratiques post-récolte inclusives	462	10	1 497	32	469	10	1 089	23	894	19	239	5	41	0,9	4 691	11
3. Renforcement institutionnel, appui aux politiques et coordination des projets																
3.1 Renforcement institutionnel et appui aux politiques	52	1	1 949	50	534	14	540	14	384	10	269	7	138	4	3 867	9
3.2 Coordination et gestion des projets	1 558	19	1 025	12	1 072	13	1 323	16	1 119	14	1 039	13	1 087	13	8 224	20
Réponse aux situations d'urgence et aux catastrophes (somme forfaitaire à allouer en cas d'urgence)																
Total	4 020	10	11 698	28	6 282	15	8 488	20	6 378	15	2 960	7	1 975	5	41 800	100

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

27. Le financement et le cofinancement du SADEP comprennent un financement du FIDA de 9,8 millions de dollars des États-Unis (24 % du coût total) ; le financement supplémentaire de 10,8 millions de dollars américains couvrira intégralement le déficit de financement identifié lors de la conception (9,8 millions de dollars américains), le million de dollars américains restant étant destiné à la réhabilitation de routes d'accès communautaires résilientes au changement climatique. Le cofinancement du FEM/FPDL est estimé à 8,93 millions de dollars américains (22 % du coût total). Le financement parallèle de la BAD pour le projet est estimé à 9,5 millions de dollars américains (23 % du coût total) et sera fourni dans le cadre du projet de transformation des systèmes agroalimentaires résilients au changement climatique. Le cofinancement apporté par le gouvernement est estimé à environ 1,17 million de dollars américains (3 % du coût total), et la contribution en nature des participants ciblés est estimée à environ 1,6 million de dollars américains (4 % du coût total).
28. **Décaissement.** Les procédures de décaissement resteront globalement conformes à celles prévues lors de la conception du projet, à cette exception près que le FIDA versera les fonds directement au partenaire d'exécution, conformément à l'approche adoptée par d'autres projets du FIDA et d'autres institutions financières internationales. Les modalités de circulation des fonds prévues dans le cadre du financement initial suivront également cette même approche. Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire ouvrira et tiendra à jour des comptes bancaires distincts en dollars des États-Unis, ainsi qu'un compte d'exploitation correspondant en livres sud-soudanaises (SSP) auprès d'une banque commerciale agréée par le FIDA afin de recevoir les fonds de ce dernier. Le partenaire d'exécution ouvrira et tiendra des comptes bancaires distincts en dollars américains pour recevoir les fonds du FIDA et du FEM. Le partenaire d'exécution disposera d'un plan comptable adéquat permettant de séparer les ressources provenant du FIDA et du FEM de l'utilisation des fonds provenant d'autres projets et bailleurs de fonds. Les prestataires de services ouvriront et tiendront des comptes distincts pour recevoir les fonds du partenaire d'exécution.
29. Le mécanisme de décaissement sur la base de rapports sera utilisé par le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire et le partenaire d'exécution pour retirer des fonds du FIDA. Les décaissements seront effectués sur la base de la présentation de rapports financiers intermédiaires trimestriels. Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire sera chargé de présenter toutes les demandes de retrait.
30. Un cofinancement parallèle sera assuré par la BAD, avec laquelle le gouvernement conclura un accord de financement distinct. Les fonds transiteront par la BAD vers les

ouvertes par le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire (unité unique de coordination du projet [SPCU]) pour les fonds de la BAD.

31. Ni les fonds du FIDA ni ceux du FEM ne seront utilisés pour le paiement d'impôts ou de droits.

Synthèse des avantages et analyse économique

32. La conception initiale du projet visait 18 700 ménages (soit 112 200 personnes). Ce chiffre a été revu à la hausse de 1 050 pour atteindre 19 750 ménages (118 500 personnes), principalement en raison des 14 km supplémentaires de routes d'accès communautaires à réhabiliter, ce qui élargira la couverture du projet (voir la section II.C pour plus de détails). Environ la moitié des ménages seront dirigés par des hommes et l'autre moitié par des femmes. Le coût par ménage a été estimé à 1 635 dollars américains et le coût par membre du ménage à 273 dollars américains. Le SADEP devrait générer un taux de rendement interne économique de 26 %, avec une valeur actuelle nette économique positive de 21,8 millions de dollars américains, soit l'équivalent de 2,83 milliards de SSP (1 dollar américain = 130 SSP). Cela signifie que le SADEP constituera un investissement viable. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de tester la robustesse de l'analyse globale du projet et de mesurer les différentes variations dues à des facteurs imprévus et aux risques pertinents présentés dans la matrice intégrée des risques du projet. Les résultats de l'analyse de sensibilité indiquent que le SADEP reste économiquement et financièrement viable selon les différentes hypothèses envisagées.

Stratégie de sortie et pérennité

33. La stratégie de sortie du SADEP et la pérennité des interventions couronnées de succès reposeront sur : (i) une approche de développement pilotée par les communautés (CDD), qui garantit que les activités du projet correspondent aux besoins et aux priorités des communautés ; et (ii) l'implication et le renforcement des capacités des institutions gouvernementales aux niveaux national, régional et départemental. Ces institutions participeront à l'élaboration des plans de travail et des budgets annuels, superviseront la mise en œuvre des activités et suivront les progrès réalisés. Leurs capacités seront renforcées de diverses manières. Par exemple, le TPIA devra travailler par l'intermédiaire d'agents de vulgarisation gouvernementaux de première ligne ; les capacités de ces agents seront renforcées afin de garantir leur participation effective. L'exploitation, l'entretien et la gestion prévus de l'ensemble des infrastructures du projet seront supervisés par des comités communautaires, dont les capacités seront également renforcées.

III. et gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

34. Les catégories de risques jugées élevées sont le contexte national, les capacités institutionnelles et la gestion financière, tandis que les risques liés à la portée du projet, aux stratégies sectorielles et aux marchés publics sont jugés importants. Les domaines suivants sont identifiés comme présentant les risques les plus élevés liés au financement supplémentaire, susceptibles d'affecter la mise en œuvre, la réalisation et la pérennité des résultats en matière de développement :

- (i) **Engagement politique.** L'Accord revitalisé de 2018 sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud reste le principal cadre pour la paix et la transition politique au Soudan du Sud, bien que sa mise en œuvre ait été lente. Les élections présidentielles, initialement prévues pour décembre 2024, ont été reportées et sont désormais prévues pour décembre 2026. Ce report a contribué à perpétuer l'incertitude politique et à maintenir un environnement opérationnel instable. Pour atténuer ces risques, le SADEP maintiendra une coordination étroite avec le gouvernement, les acteurs humanitaires et le système des Nations unies, en s'appuyant sur des analyses de sécurité et des mécanismes d'alerte précoce bien établis pour éclairer les décisions de mise en œuvre. L'approche de mise en œuvre modulaire et axée sur les communautés du projet offre une flexibilité opérationnelle, permettant d'enchaîner, d'adapter ou de suspendre temporairement les activités en fonction de l'évolution de la situation. Au cours de la phase initiale de mise en œuvre, l'accent sera mis sur des activités à faible risque et à forte disponibilité, pouvant être mises en œuvre avec un minimum de perturbations – notamment la mobilisation communautaire, l'identification des clusters, ainsi que la planification et le renforcement des capacités sous la direction de la TPIA.

Les activités présentant une plus grande exposition aux risques liés aux élections, en particulier la remise en état des routes d'accès aux communautés et d'autres investissements dans les infrastructures, seront lancées dès que cela sera opérationnellement possible et ajustées si nécessaire en cas de détérioration de la situation sécuritaire.

- (ii) **Fragilité et sécurité.** Au Soudan du Sud, la marginalisation politique, sociale et économique, les divisions ethniques, la corruption et les luttes de pouvoir ont historiquement été à l'origine de tensions. Cette situation a donné lieu à des conflits, à l'effondrement des structures de gouvernance et de l'ordre public, ainsi qu'à la perturbation des institutions communautaires qui assurent les moyens de subsistance. On observe également des en raison de la concurrence pour les ressources naturelles. Le pays est vulnérable aux catastrophes naturelles (sécheresse, inondations) et aux invasions de criquets pèlerins, qui ont des conséquences dévastatrices sur la sécurité alimentaire. Les mesures d'atténuation comprennent le recours à l'approche CDD, qui favorise la gouvernance et la cohésion communautaires ; une programmation adaptative avec une planification par scénarios, qui renforce la capacité de réaction face aux risques sécuritaires dans différentes localités ; ainsi que le respect des normes de sécurité et l'implication et la supervision de la TPIA pendant les périodes d'instabilité.
- (iii) **Gouvernance.** Le Soudan du Sud est confronté à un niveau élevé de corruption et figure parmi les nations les plus corrompues au monde selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International. Malgré les efforts déployés pour améliorer la transparence et la responsabilité depuis l'indépendance du pays en 2011, son cadre de lutte contre la corruption reste fragile. Les déficits de capacités et de systèmes au sein des institutions du secteur public entravent la mise en œuvre efficace de projets tels que le SADEP, et ces déficits sont aggravés par l'absence de normes établies en matière de reporting financier. De plus, la politique de décentralisation inachevée ajoute à la complexité de la situation, ce qui peut nuire à la coordination entre le gouvernement central et les autorités locales. Ces défis mettent en évidence les obstacles auxquels se heurtent les initiatives qui doivent évoluer dans le paysage de la gouvernance du Soudan du Sud. À court terme, ce risque est atténué par la mise en œuvre du projet par le biais d'un accord TPIA. À long terme, le FIDA et d'autres partenaires de développement collaboreront avec le gouvernement pour renforcer les capacités des institutions du secteur public.
- (iv) **Modalités de mise en œuvre.** Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire ne dispose pas des capacités ni des systèmes nécessaires pour gérer efficacement le projet conformément à la convention de financement et aux documents pertinents du FIDA. Ce risque sera atténué grâce au recours à un agent technique de mise en œuvre (TPIA). En outre, l'approche CDD permettra aux communautés de planifier et de réaliser des investissements, tout en renforçant les capacités opérationnelles et de gestion au niveau local. Par ailleurs, le FIDA continuera d'organiser des initiatives ciblées de renforcement des capacités afin de permettre au ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire de gérer et de superviser le projet.

Le FIDA a convenu que la Chambre nationale d'audit procéderait à l'audit du projet, en suivant l'approche de la Banque mondiale utilisée pour la SPCU. L'indépendance et les capacités pratiques limitées de la Chambre nationale d'audit pourraient entraîner des retards dans la production des rapports d'audit ou une baisse de leur qualité, ce qui pourrait affecter le contrôle financier et le respect des normes internationales ; toutefois, ce risque sera atténué grâce à l'assistance technique continue de la Banque mondiale visant à renforcer progressivement la qualité des audits, le FIDA fournissant régulièrement des retours d'information sur les rapports d'audit et des orientations concernant ses exigences en matière d'audit.
- (v) **Vulnérabilité au changement climatique.** Les populations rurales du Soudan du Sud sont particulièrement vulnérables aux aléas climatiques, notamment aux précipitations irrégulières et aux sécheresses, qui peuvent entraîner des catastrophes. Cela représente un risque pour le projet, car les participants pourraient ne pas être en mesure de s'engager pleinement dans des investissements productifs à long terme, ce qui pourrait avoir un impact sur les résultats du projet. Le recours à l'approche CDD permettra aux communautés d'identifier des

, renforçant ainsi leur capacité à résister aux phénomènes météorologiques extrêmes.

- (vi) **État de préparation à la mise en œuvre et retard de démarrage.** Le retard de 16 mois entre la date d'entrée en vigueur et le lancement du projet, résultant de la longue période nécessaire au recrutement de l'équipe de mise en œuvre du projet (TPIA), a réduit la période de mise en œuvre disponible avant la date d'achèvement initiale fixée au 31 mars 2032. Ce risque sera atténué par la disponibilité immédiate de la TPIA, le personnel clé ayant été recruté dans le cadre d'un processus de sélection concurrentiel et évalué par le FIDA lors de l'évaluation technique. En outre, l'Unité de coordination du projet (SPCU) est au complet, et les travaux techniques préparatoires essentiels, notamment le plan national de lutte contre la sécheresse ainsi que l'analyse des risques climatiques et l'évaluation de la vulnérabilité, ont été menés à bien. Un soutien renforcé à la mise en œuvre sera apporté par le biais de réunions mensuelles d'examen entre le FIDA et la SPCU, ainsi que d'une première mission de supervision prévue en septembre 2026.

B. Catégorie « s environnementales et sociales »

35. Le risque environnemental et social du projet SADEP est classé comme « substantiel », conformément à la conception initiale. Le projet présente des risques potentiels pour la conservation de la biodiversité, l'utilisation rationnelle des ressources, la prévention de la pollution et le patrimoine culturel, mais les impacts devraient être, dans l'ensemble, mineurs ou modérés et souvent limités à de petites zones ou de nature temporaire. Bien qu'il existe des impacts potentiels sur les populations vulnérables, ainsi que sur la main-d'œuvre et les conditions de travail, ceux-ci sont soit mineurs, soit bien réglementés, ce qui indique un risque modéré. Bien qu'il existe un risque d'impacts négatifs sur la santé et la sécurité des communautés, ceux-ci devraient être gérables dans le cadre du projet. Le SADEP cible spécifiquement les femmes et les jeunes, ce qui témoigne d'une prise de conscience et d'une atténuation des risques sociaux liés à ces groupes.

C. Classification des risques climatiques selon l'

36. Le niveau de risque climatique attribué au SADEP est élevé. Cette classification repose sur divers facteurs évalués au cours d'un processus en plusieurs étapes. La zone du projet devrait être confrontée à de multiples aléas liés au climat, tels que les inondations, les glissements de terrain, les cyclones, la pénurie d'eau, les vagues de chaleur extrêmes et les feux de forêt. Le SADEP est implanté dans des zones exposées à des aléas naturels d'origine météorologique, notamment dans des zones tropicales et semi-arides ainsi que sur les berges des cours d'eau. Toutefois, à titre de mesure d'atténuation, le SADEP vise à renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux effets néfastes du changement climatique. Il prévoit notamment des investissements dans des pratiques et technologies agricoles adaptées au climat afin d'aider les communautés à mieux gérer et supporter les aléas climatiques tels que les sécheresses, les inondations et la variabilité des précipitations. Le projet soutiendra le développement d'infrastructures hydrauliques résilientes au changement climatique, telles que des systèmes d'utilisation multiple de l'eau conçus pour fournir de l'eau à des fins d'irrigation, d'élevage et d'usage domestique.

IV. Mise en œuvre

A. Respect des politiques d' du FIDA

37. Il n'y a aucun changement concernant les objectifs ou les résultats du projet. La structure du projet reste également inchangée.

B. Cadre d' organisationnel

Gestion et coordination

38. Le cadre organisationnel et la gouvernance du SADEP ne seront pas modifiés dans le cadre de ce financement supplémentaire. Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire restera l'organisme chef de file chargé de la mise en œuvre du SADEP et agira par l'intermédiaire d'une structure de mise en œuvre établie aux niveaux national, régional et départemental. Le ministère s'appuiera sur l'unité centrale de coordination du SADEP (SPCU) existante pour assurer la coordination générale et la mise en œuvre des activités du SADEP menées grâce au financement supplémentaire. La mise en œuvre technique de ces activités relèvera de la responsabilité de l'organisme de mise en œuvre technique (TPIA).

39. La structure de gouvernance existante assurera le suivi de la mise en œuvre des activités du SADEP soutenues par le financement supplémentaire. Cette structure comprend le Comité consultatif national et le Comité technique national.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

40. La gestion financière restera globalement telle qu'elle a été conçue, à l'exception du décaissement direct des fonds par le FIDA au partenaire d'exécution et de l'audit externe qui sera réalisé par la Chambre nationale des comptes. Les modalités relatives aux marchés publics et à la gouvernance resteront inchangées. Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, en tant qu'organisme chef de file, supervisera la gestion fiduciaire et coordonnera la gestion des marchés publics par l'intermédiaire de l'Unité de coordination des marchés publics (SPCU), conformément au dispositif initial. Tous les documents relatifs aux marchés publics remis aux soumissionnaires incluront les dispositions de sauvegarde pertinentes et s'y conformeront.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

41. Les dispositifs initiaux de planification, de suivi et d'évaluation seront utilisés pour les activités de financement supplémentaires. Le système de suivi et d'évaluation du SADEP s'appuiera sur le cadre logique et intégrera des indicateurs spécifiques au projet ainsi que les indicateurs clés du FIDA afin d'orienter l'évaluation continue des performances du projet. Le système de suivi et d'évaluation continuera à suivre les progrès tant physiques que financiers, ainsi que les avancées réalisées dans la réalisation des objectifs fixés. Ce système constituera un outil de gestion essentiel.
42. Il s'appuiera sur les informations recueillies par le personnel du projet, les prestataires de services et les partenaires d'exécution (pour les réalisations) ainsi que sur les enquêtes relatives aux indicateurs de résultats fondamentaux (pour les résultats), et sera géré par le biais du système d'information sur la gestion du projet. Toutes les données seront ventilées par sexe et par âge.

D. Modifications proposées à l'accord d' s de financement

43. L'accord de financement signé sera modifié afin de refléter le montant supplémentaire que le FIDA apportera, conformément au tableau des coûts n° 2. Le financement supplémentaire sera alloué comme indiqué dans le tableau n° 3. L'accord de financement tiendra compte de toute modification qui en découlerait concernant la mise en œuvre, les flux de financement, les décaissements, les rapports financiers et les modalités d'audit qui pourraient s'avérer nécessaires. Les autres dispositions de l'accord de financement continueront de s'appliquer.

V. Instruments juridiques et pouvoir d'

44. L'accord de financement conclu entre la République du Soudan du Sud et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant d'octroyer au bénéficiaire le financement supplémentaire proposé. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement supplémentaire.
45. La République du Soudan du Sud est habilitée, en vertu de sa législation, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

47. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement supplémentaire conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : que le Fonds accorde à la République du Soudan du Sud une subvention au titre du Cadre de viabilité de la dette d'un montant de dix millions huit cent mille dollars des États-Unis (10 800 000 USD), selon des modalités et conditions qui soient pour l'essentiel conformes à celles présentées dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Updated Logical Framework Incorporating the Additional Financing

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	AF Target	Revised End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons reached by project-supported activities						Progress report	6 months	Implementing Agencies	50% of persons receiving project support are women 50% of persons receiving project support are men 40 % of persons receiving project support are the youth (50% of them are women). A youth is defined as a person aged between 16 and 35 (inclusive). HHs that receive project support are 30% female headed 6 members on average in one HH . CARs are assumed to benefits 75 households per kilometre. All household members are assumed to benefit directly from theroad infrastructure.
	Males - Males		4675	9350	5050	14400				
	Females - Females		4675	9350	5050	14400				
	Young - Young people		3740	7480	4040	11520				
	Total number of persons receiving services - Number of people		9350	18700	10100	28800				
	Persons with disabilities - Number		468	935	505	1440	Progress report	6 months	Implementing Agencies	
	1.a Corresponding number of households reached									
	Women-headed households - Households		2805	5610	315	5925				
	Non-women-headed households - Households		6545	13090	735	13825				
	Households - Households		9350	18700	1050	19750				
1.b Estimated corresponding total number of households members						Progress report	Annually	SADEP - PMU/IA		
Household members - Number of people		56100	112200	6300	118500					
Project Goal Contribute to enduring development and peace by improving food and nutrition security and reducing poverty among women, youth and rural communities	Households with increased resilience						Resilience Scorecard Tool (RDMT) surveys	Baseline and endline	SADEP-PMU/IA	Government of national unity will continue to be effective for peace and stability to continue prevailing; Continued Government commitment and implementation of the reforms agenda under Revitalized Peace Agreement; Investments in climate resilient infrastructure and agricultural technologies promote increased production; Increased income is used on household improvements
	Percentage of Households - Percentage (%)		25	60		60				
Development Objective Contribute to Enhanced	20% reduction in food insecurity measured through Food insecurity experience scale (FIES)						Progress report	Mid-term/endline	Implementing Agencies	A 20% reduction assumed from the current FIES

Results Hierarchy	Indicators				AF Target	Revised End target	Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target			Source	Frequency	Responsibility	
resilience, food and nutrition security and reduced poverty	FIES (Moderate) - Percentage (%)		10	20		20				
Outcome Outcome 1: Increased production, productivity and availability of nutritious foods	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices						COI Survey	Base line, Mid-term surveys, completion	SADEP - PMU/IA	Assuming all target beneficiaries will be supported with climate friendly technologies. Nutrition awareness will be carried out to all target beneficiaries. 50% of those that receive targeted production support interventions and adopt them. Assuming production on 1 ha piece of land and assuming 50% of post-harvest losses.
	Total number of household members - Number of people		33660	67320		67320				
	Households - Percentage (%)		50	60		60				
	Households - Households		5610	11220		11220				
	1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)						COI Survey	Base line, Mid-term surveys, completion	SADEP - PMU/IA	
	Households (number) - Households		5610	11220		11220				
	Households (%) - Percentage (%)		30	60		60				
	Household members - Number of people		33660	67320		67320				
	1.2.4 Households reporting an increase in production						COI Survey	Base line, Mid-term surveys, completion	SADEP - PMU/IA	
	Total number of household members - Number of people		16830	33660		33660				
	Households - Percentage (%)		25	50		50				
	Households - Households		2805	5610		5610				
	Percentage increase in yields of supported value chains						Outcome surveys	Annually	SADEP - PMU/IAs	
	Average Increase - Percentage (%)		17	56		56				
	Sorghum - Percentage (%)		10	33		33				
	Sesame - Percentage (%)		19	64		64				
	Ground Nuts - Percentage (%)		21	71		71				
	Fishing - Percentage (%)		28	91		91				
	Value added fish - Percentage (%)		5	17		17				
Output Output 1.1 Capacity for community driven planning	Community Driven Development Plans Developed						Progress reports/MIS	Annually	SADEP - PMU/IA	
	CPs - Number		263	526		526				
	Community groups capacity built							Annually	SADEP - PMU/IA	

Results Hierarchy	Indicators				AF Target	Revised End target	Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target			Source	Frequency	Responsibility	
and prioritization developed	Number of community groups receiving capacity building support. - Number		263	526		526	Progress reports/MIS			
Output Output 1.2 Climate adaptive, nutrition sensitive agriculture and sustainable fisheries practices and technologies developed and promoted	3.1.4 Land brought under climate-resilient practices						Progress reports/MIS	Annually	SADEP - PMU/IA	Communities will be engaged in the plantation of tree seedlings. Assuming the groups are 25members are in size. All targeted beneficiaries will be targeted with nutrition awareness activities. 70% of these are assumed to be sorghum-based systems producers and 30% fisher folks.
	Hectares of land - Area (ha)		10000	20000		20000				
	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks						Service providers reports, project M/E data and report	Supervision missions, Annual reports MTR, completion	Services providers and IA	
	Total size of groups - Number of people		9350	18700		18700				
	Groups supported - Groups		374	748		748				
	Males - Males		4675	9350		9350				
	Females - Females		4675	9350		9350				
	Young - Young people		3740	7480		7480				
	1.1.8 Persons provided with targeted support to improve their nutrition						Service providers reports, project M/E data and report	Supervision missions, Annual reports MTR, completion	Services providers and IA	
	Total persons participating - Number of people		9350	18700		18700				
	Males - Males		4675	9350		9350				
	Females - Females		4675	9350		9350				
	Households - Households		9350	18700		18700				
	Household members benefitted - Number of people		56100	112200		112200				
	Young - Young people		3740	7480		7480				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies					0	Progress reports/MIS	Annually	SADEP - PMU/IA	
	Men trained in crop - Males		3273	6545		6545				
	Women trained in crop - Females		3273	6545		6545				
	Young people trained in crop - Young people		2618	5236		5236				
	Men trained in fishery - Males		1403	2805		2805				
	Women trained in fishery - Females		1403	2805		2805				
	Young people trained in fishery - Young people		1122	2244		2244				

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	AF Target	Revised End target	Source	Frequency	Responsibility	
	Total persons trained in crop - Number of people		6546	13090		13090				
	Total persons trained in fishery - Number of people		2806	5610		5610				
Outcome Outcome 2 Enhanced Community Infrastructure and Post-Harvest Management capacity	Households reporting improved physical access to sorghum based systems and fish based infrastructure						Outcome surveys	Baseline, Midline and Completion	SADEP - PMU/IA	Assuming 25% of the supported organizations will improve value and quality of products. 25% of supported beneficiaries are assumed to be new jobs. 105 women and 105 youth groups within Pos will be supported to acquire/access threshers /shellers on cost sharing basis and offer services to the POs members and as businesses.
	Households reporting improved physical access to sorghum-based system infrastructure - Number		2301	4603		4603				
	Households reporting improved physical access to sorghum-based system infrastructure - Percentage (%)		18	35		35				
	Size of Households - Sorghum based systems - Number		13808	27615		27615				
	Households reporting improved physical access to Fish based infrastructure - Number		1403	2805		2805				
	Households reporting improved physical access to Fish based infrastructure - Percentage (%)		8	15		15				
	Size of Households - Fish based - Number		8415	16830		16830				
	2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales									
	Number of Rural POs - Organizations		66	132		132				
	Total number of POs members - Number		1644	3288		3288				
	Women PO members - Number		822	1644		1644				
	Men PO members - Number		822	1644		1644				
	Young PO members - Number		658	1315		1315				
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities						COI Survey			

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	AF Target	Revised End target	Source	Frequency	Responsibility	
	Males - Males		1169	2338		2338		Base line, Mid term surveys, completion	Implementation Agencies	
	Females - Females		1169	2338		2338				
	Young - Young people		935	1870		1870				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people		2338	4676		4676				
	Reduction in post harvest Losses						Reduction in post harvest Losses			
	Reduction Percentage - Percentage (%)	0	15	50		50				
Output Output 2.1:Appropriate and inclusive climate resilient community infrastructure developed	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated						Progress reports/MIS	Annually	SADEP-PMU/IAs	
	Hectares of land - Area (ha)		50	100		100	Progress reports/MIS	Annually	SADEP-PMU/IAs	
	Climate resilient community infrastructure developed									
	Water points - Number	0	10	20		20				
	Fish drying racks - Number	0	150	300		300				
	Energy efficient ovens - Number	0	30	60		60				
	fish tent dryers - Number	0	10	20		20				
	Kilometers of roads - Number	0	25	50	14	64				
Output Output 2.2:Appropriate climate adapted and nutrition sensitive Postharvest technologies and practices promoted and adopted	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management						Service providers reports, project M/E data and report	Supervision missions, Annual reports MTR, completion	Services providers and IA	Assuming 25 members in the 526POs targeted for support
	Males - Males		3288	6575		6575				
	Females - Females		3288	6575		6575				
	Young - Young people		2630	5260		5260				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people		6576	13150		13150				
	2.1.3 Rural producers' organizations supported						Progress reports/MIS	Annually	SADEP-PMU/IAs	
	Total size of POs - Organizations		6576	13150		13150				
	Rural POs supported - Organizations		263	526		526				
	Males - Males		3288	6575		6575				
	Females - Females		3288	6575		6575				
	Young - Young people		2630	5260		5260				
Outcome Outcome 3: Strengthened institutional capacities and rural sector coordination	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment						National statistics from Ministry of Justice, MOA,	Annual, MTR and completion	SADEP - PMU/IAs	New agriculture, rural development and climate action policies are approved (A)
	Number - Number		2	4		4				

Results Hierarchy	Indicators				AF Target	Revised End target	Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target			Source	Frequency	Responsibility	
							National Assembly			
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services						COI Surveys	Annual, MTR and completion	SADEP - PMU/IAs	
	Household members - Number of people		42075	84150	4725	88875				
	Households - Percentage (%)		38	75	75	75				
	Households - Households		7013	14025	788	14813				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers						COI Surveys	Annual, MTR and completion	SADEP - PMU/IAs	
	Household members - Number of people		28050	56100	3150	59250				
	Households - Percentage (%)		25	50	50	50				
	Households - Households		4675	9350	525	9875				
Output Output 3.1: Institutional and policy capacity for rural development and coordination strengthened	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed						National statistics from Ministry of Justice, MOA, National Assembly	Annual, MTR and completion	NSPCU	
	Number - Knowledge Products		3	6		6				
Output Output 3.2: Efficient and Effective Project Management	Supported Government Institutions						Project reports - AI and SPCU	Annual, MTR and completion	NSPCU	
	Institutions - Number		3	7		7				

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

A) Financial analysis							
Project Year	Farm models' net incremental benefits (in SSP)						
	Sorghum model	Sesame model	Groundnut models	Fish Model	Fish Value Addition model	Ice making model	Groundnut processing
PY1	(10,420)	(23,980)	(13,760)	(350,000)	(113,365)	(4,446,000)	(176,533)
PY2	(1,780)	(160)	17,950	108,000	83,698	4,854,000	56,230
PY3	8,360	9,700	48,660	252,000	93,710	6,954,000	56,230
PY4	21,500	68,640	94,440	348,000	93,710	7,654,000	56,230
PY5	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY6	21,500	68,640	94,440	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY7	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY8	21,500	68,640	94,440	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY9	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY10	21,500	68,640	94,440	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY11	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY12	21,500	68,640	94,440	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY13	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY14	21,500	68,640	94,440	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY15	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY16	21,500	68,640	94,440	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY17	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY18	21,500	68,640	94,440	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY19	20,000	67,140	92,940	549,600	93,710	7,654,000	56,230
PY20	21,500	68,640	94,440	495,600	93,710	7,654,000	56,230
IRR	77%	89%	229%	74%	79%	132%	32%
NPV (SSP) @6%	178,560	583,021	868,452	4,635,773	870,578	73,295,959	425,366
B/C Ratio	2.23	3.34	2.97	3.18	1.21	3.57	1.14
Return to Family Labour (SSP)	1,188.3	2,139.4	2,162.3	6,563.3	4,101.9	N/A	2,274.3

Table B
Project costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME		
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)		
Number of household members	118,500	People
Cost per individual	273	US\$/Person
Number of household	19,750	HHs
Cost per household	1,635	US\$/HHs
Number of women receiving project support - 50%	9,875	HHs
Number of women receiving project support - 50%	9,875	HHs
Components and Cost (USD million)		
A. EnhancedClimate-Adaptive Production, Productivity and Availability of Nutritious Food.	8.1	US\$ million
B. Enhanced Community Infrastructure and Post-Harvest Management capacity	16.2	US\$ million
C. Institutional and Policy Strengthening, Project Coordination and	8.0	US\$ million
Total	32.3	US\$ million

Table C
Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES					
FINANCIAL		Yields (Annually) Kg			
	Model	Unit of measure	WOP	WP	Price (SSP)
	Sorghum model	Kg	900	1,200	100
	Sesame model	Kg	550	900	200
	Groundnut models	Kg	700	1,200	150
	Groundnut processing	Kg	N/A	2,040	400
	Fish Model	Kg	10,000	15,000	70
	Fish Value Addition model	Kg	4,224	4,950	200
	Ice making model	Kg	-	490,000	20
Economic	Conversion Factor - Goods	0.91	Discount rate for Financial Analysis		6.0%
	Labour Conversion Factor	0.88	Discount rate for Economic Analysis		12.0%
	Unemployment Rate	12.00%	VAT rate on imports		0.18

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

Household Phasing	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Total
No. of Beneficiaries Phased by Year	19,750	1,662	5,462	4,792	3,685	2,367	1,782	-	
Cumulative Number of Households	1,662	7,124	11,916	15,601	17,968	19,750			19,750
Adoption Rate	60%								
Beneficiary Aggregation									
Beneficiaries in Y1	997	3,277	2,875	2,211	1,420	1,069			
Beneficiaries in Y2		997	3,277	2,875	2,211	1,420	1,069		
Beneficiaries in Y3			997	3,277	2,875	2,211	1,420	1,069	
Beneficiaries in Y4				997	3,277	2,875	2,211	1,420	1,069
Beneficiaries in Y5					997	3,277	2,875	2,211	1,420
Beneficiaries in Y6						997	3,277	2,875	2,211
Beneficiaries in Y7							997	3,277	2,875
Beneficiaries in Y8								997	3,277
Beneficiaries in Y9									997
Total Beneficiaries	997	4,275	7,150	9,361	10,781	11,850	11,850	11,850	11,850

Table E
Economic cash flow

Project year	Incr. Economic Benefits			Incremental Fam Benefits (SSP million)	Economic Project Costs (SSP'000)		Cash-flow
	Benefits from Farm and Fishing Models	Road Infrastructure benefits	Ice Making Facilities		Project Costs	Total Economic Costs	
PY1	(32,198)	-		(32,198)	413,871	413,871	(446,069)
PY2	(53,110)	-		(53,110)	911,700	911,700	(964,810)
PY3	49,657	114,298	-	163,955	541,594	541,594	(377,639)
PY4	209,058	166,584	(3,827)	371,816	664,595	664,595	(292,779)
PY5	416,353	193,404	292	610,050	474,343	474,343	135,707
PY6	600,436	298,577	2,236	901,249	316,234	316,234	585,015
PY7	762,954	386,634	3,351	1,152,938	226,159	226,159	926,780
PY8	864,778	386,634	5,981	1,257,393	63,409	63,409	1,193,984
PY9	925,518	386,634	6,552	1,318,704	63,409	63,409	1,255,295
PY10	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY11	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY12	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY13	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY14	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY15	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY16	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY17	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY18	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY19	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
PY20	946,775	386,634	6,695	1,340,103	63,409	63,409	1,276,694
NPV@ 12% (SSP'000)							2,838,892
NPV@ 12% (US\$ '000)							21,837.6
EIRR							26%
NPV/b				5,458,998	NPV/c	2,620,106	2.1

Table F
Sensitivity analysis

Sensitivity analysis matrix					
	%	IRR	NPV (US\$'000)	B/CR	Link between EFA and IPRM
Base Scenario		26%	21,838	2.1	
Decrease of Project benefits	-10%	24%	17,638	1.9	The risk of spatial and temporal distribution of water as well as scarcity of rainfall, drought is the single most important production risk factor. Excess rainfall that leads to flooding is another substantial risk. The country is vulnerable to Desert locust phenomenon which may be devastating food and nutrition security
	-20%	21%	13,439	1.7	
	-30%	19%	9,240	1.5	
Cost Increase	10%	24%	19,822	1.9	The South Sudanese Pound (SSP) is facing high inflation, resulting in volatility of exchange rate and a thriving black market. The discrepancy between official exchange rate and the black market may distort the profitability analysis of the project in the EFA.
	20%	22%	17,807	1.7	
	50%	18%	12,448	1.4	
Delay of benefits	1 Year	22%	16,384	2.0	The possibility of conflict arising between weary parties after myth of election which may result to closure or suspension of the programmes in the Country.
	2 Years	18%	11,515	1.97	
Increase of benefits	10%	28%	26,037	2.3	Higher uptake of the proposed intervention compared to is anticipated in the benefits aggregation
	20%	30%	30,236	2.5	